

Les subsides

Qu'a-t-il supprimé d'autre que l'Agence d'examen de l'investissement étranger?

Nous signalons simplement que nous ne sommes pas contre l'investissement étranger. Le ministre nous demande de consulter le bilan; je l'invite à en faire autant. Au cours de la dernière année de notre gouvernement, près de 4 milliards de dollars de capitaux étrangers ont été investis au Canada. La différence, c'est que 40 p. 100 de ces capitaux avaient été investis chez nous à la condition que les entreprises canadiennes conservent les emplois, la recherche et le développement, ainsi que les exclusivités mondiales. La différence, la voilà!

Le ministre a parlé de Mitel. Je m'étonne qu'un homme comme lui qui possède une certaine expérience du monde des affaires ne sache pas distinguer entre avoir une participation dans une entreprise et en exercer le contrôle. Je me serais imaginé qu'un ministre de l'Expansion régionale et industrielle aurait une vague idée que c'est exercer le contrôle qui importe, car c'est à ce niveau que se prennent les décisions. Les gens qui exercent le contrôle ne se contentent pas de participer à l'entreprise: ils la dirigent. La différence pour ce qui est de l'acquisition de Mitel et de la CTG, c'est que lorsque ce sont les dirigeants d'une société qui en font l'acquisition, ce sont eux qui en ont le contrôle.

Le ministre ne se soucie guère de cette différence, mais comme l'ont dit les hommes d'affaires qui ont comparu devant notre comité, ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à des Canadiens et dont les dirigeants sont étrangers qui s'occupent le moins de recherche et de développement, qui importent le plus de produits étrangers—avec les conséquences néfastes que cela ne manque pas d'avoir sur notre balance des paiements—et qui emploient en fait le plus petit nombre de Canadiens. C'est à propos des emplois que nous nous faisons du souci, et non pas à propos des sottises dont parle le ministre.

J'ai deux ou trois questions précises à poser au ministre, car dans son intervention, il n'a pas du tout parlé—je dirais délibérément—des maisons d'édition. Pouvons-nous espérer une décision immédiate dans le cas de la société Prentice-Hall of Canada Ltd.? Le ministre va-t-il s'efforcer de trouver un acheteur canadien pour cette entreprise? Va-t-il faire savoir clairement au monde de l'édition, comme notre gouvernement l'avait fait, que la part prépondérante doit demeurer canadienne? Va-t-il le faire savoir explicitement? Va-t-il rejeter la demande de la société Gulf Western qui voudrait se porter acquéreur de Prentice-Hall, elle qui a demandé récemment à acheter les sociétés Ginn and Co. et Longman Inc, ce qui sonnerait le glas de deux importantes maisons d'édition canadiennes? Qu'attend le ministre pour agir? S'il a foi dans la culture canadienne, pourquoi ne décide-t-il pas dès aujourd'hui de rejeter ces demandes?

M. Stevens: Monsieur le Président, j'ai remarqué que vous étiez sur le point d'éclater de rire à mesure que vous écoutiez le député.

Des voix: Oh, oh!

M. Orlikow: Vous savez que vous ne pouvez faire une telle chose.

M. Axworthy: Voilà qui démontre votre mépris pour le Parlement.

M. Stevens: Jusqu'où le député peut-il pousser l'illogisme? Dans le corps de son intervention, il a soutenu que nous ne

faisions rien, que je restais les bras croisés à ne rien faire. Puis, en guise de question, il a prétendu que nous appliquions un trop grand nombre des programmes du gouvernement précédent, que nous dépensions de l'argent. Il a parlé de l'Accord de développement économique régional en en attribuant la création au gouvernement précédent. Bien sûr, nous le savons, ce dernier a été incapable de signer un tel accord avec le gouvernement du Québec. Il a été incapable, ou a refusé d'en signer un avec le gouvernement de l'Ontario, tout comme avec celui de la Colombie-Britannique. Nous avons conclu ces accords en l'espace de quelques mois.

M. Axworthy: Trois sur sept, quelle performance!

M. Stevens: Et nous avons conclu avec les gouvernements provinciaux des accords d'une bien plus grande portée qu'on ne l'avait certes fait auparavant. Encore hier, vous vous en rappelez, monsieur le Président, nous avons également annoncé que le gouvernement fédéral avait maintenant conclu avec celui de la Colombie-Britannique l'entente financière la plus importante de notre histoire, portant sur un montant de 525 millions de dollars. Comment diable le député peut-il venir prétendre à la Chambre que nous ne faisons rien? Le fait est, ce qui est fort embarrassant pour le député et ses associés, que nous accumulons trop de réalisations; il y a trop de changement, y compris le fait que nous encourageons à nouveau les investissements étrangers aussi bien que canadiens au Canada. C'est un changement auquel ce groupe réactionnaire ne semble pas pouvoir s'adapter. Quant à moi, j'estime qu'il est temps de laisser libre cours à la volonté du peuple à la Chambre et de finir, dans l'intérêt des chômeurs, par mettre sur pied un nouvel organisme capable d'attirer à nouveau les investissements au Canada au lieu de les faire fuir.

• (1210)

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, en tant que nouveau député, il est intéressant d'essayer de comprendre ce qui se passe dans le débat qui se tient à la Chambre des communes. Une bonne partie des nouveaux députés ont éprouvé un sentiment de frustration devant le cabotinage, le conflit artificiel, les discours creux voire les exagérations qui dominent parfois la Chambre. Je voudrais si possible essayer d'aller au-delà de ces beaux discours pour demander à tous les députés, qui sont des hommes et des femmes raisonnables, réfléchis et bienveillants, de s'intéresser de très près à un problème qui n'est pas fictif. Je veux affronter ce problème et je voudrais que nous essayions de le comprendre. J'ose espérer qu'il serait possible que tous les députés s'efforcent de résoudre ce problème ensemble. C'est la raison pour laquelle je veux parler exclusivement, ou presque, de la reprise de Mitel par British Telecom, parce que la cause du problème, c'est faiblesse du Canada, c'est notre sentiment d'impuissance en matière de développement technologique et les problèmes qui en découlent pour les chômeurs.

Il serait possible d'insister sur certains des problèmes abordés par le député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy). Nous avons proposé des amendements et je voudrais bien qu'ils aient plus de chance d'être débattus à la Chambre des communes. Nous n'aimons pas beaucoup la façon dont la question d'Investissement Canada a été débattue; nous songeons notamment aux témoins qui n'ont pas été entendus et au fait que certains amendements cruciaux n'ont été débattus que pendant un temps limité à mon sens.